

Migration: la solidarité en mo de chacun pour soi

Union européenne La volonté de la Commission d'imposer une répartition de 40 000 migrants devrait être recalée.

Forcés par les événements dramatiques qui se sont succédés en Méditerranée de se pencher en catastrophe sur le dossier migratoire le 23 avril dernier, les dirigeants européens se retrouvent ce jeudi à Bruxelles pour s'accorder sur les différentes options proposées par la Commission européenne. Dans ce plan d'action, cette dernière souhaite notamment contraindre les vingt-huit à se partager équitablement la prise en charge 40 000 demandeurs d'asile syriens et érythréens qui se trouvent actuellement en Grèce et en Italie. Ce programme s'appliquerait aux personnes arrivées depuis le 15 avril. Sans surprise, les discussions des chefs d'Etat et de gouvernement devraient se focaliser sur la dimension obligatoire de cette répartition. Et, sans surprise là encore, ce caractère contraignant devrait passer à la trappe.

Un blocage "culturel"

Si certains Etats membres, dont la Belgique, remettent en cause les critères envisagés pour établir ce partage, d'autres refusent purement et simplement toute idée de quotas obligatoires. Parmi ceux-ci, les pays baltes, ceux d'Europe centrale et orientale ou encore la Croatie. Si ceux-ci ne semblent pas en mesure de constituer une minorité de blocage, "l'usage veut que l'on évite un vote à majorité qualifiée pour arriver à un consensus. Surtout sur une question qui est politiquement hypersensible pour les Etats membres", souligne un diplomate. Or, des quotas imposés ne récolteront jamais ce consensus, plusieurs pays ayant un véritable "problème culturel" avec ce genre d'approche, embraie un autre. "Rien ne sert de se braquer sur ce côté 'contraignant ou

pas', cela ne peut pas marcher. Mieux vaut partir d'un objectif de référence commun qui aide à situer les efforts attendus de chacun", juge notre premier interlocuteur. Ce que son collègue traduit par du "volontarisme assisté".

En clair, les chefs d'Etat et de gouvernement devraient endosser la proposition de se répartir l'accueil de ces 40 000 demandeurs d'asile au cours des deux prochaines années; à charge pour les diplomates et les ministres de l'Intérieur de se mettre d'accord sur ce partage d'ici à la fin du mois de juillet. La solidarité ne sera donc que de façade. De leur côté, les propositions visant à mettre sur pied des centres de tri - financés par l'Union - pour aider les pays d'arrivée dans les procédures d'identification et d'enregistrement des migrants, devraient plus facilement remporter l'assentiment. Tout comme celle visant à mettre davantage à exécution les procédures de retour des candidats déboutés parce leur situation ne justifie pas une protection internationale (les migrants économiques).

100 000

UN AFFLUX CONTINU

Selon l'agence Frontex, plus de 100 000 personnes sont entrées clandestinement dans l'UE depuis le début de l'année, via la Méditerranée ou la Turquie.

Un test sur l'état de l'Europe

Aux yeux du P^r Denis Duez, l'abandon de cette répartition obligatoire ne constituerait cependant "pas un drame". "J'ai toujours eu des réserves concernant cette idée. D'une part, parce que l'on touche à la souveraineté nationale et que cela va à l'évidence poser des difficultés diplomatiques. D'autre part, parce que cela induit une conception du

réfugié perçu comme une marchandise que l'on peut 'répartir' sans se soucier de ses aspirations."

Plus fondamentalement, estime le directeur de l'Institut d'études européennes de l'université Saint-Louis à Bruxelles, l'abandon de cette approche traduit "l'état de l'Europe" et montre "que l'on est clairement dans une situation de déficit de solidarité". "Que l'on parle de la Grèce, que certains Etats membres semblent prêts à éjecter, ou des migrants, ce sommet pose une question essentielle: jusqu'où veut-on ensemble une Union européenne?"

Gilles Toussaint

Cameron va poser ses conditions

■ Le Britannique présentera au sommet ses propositions pour éviter le Brexit.

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Gâce aux rencontres qu'il a eues ces dernières semaines avec ses homologues européens, David Cameron est parvenu à atténuer les tensions à l'égard de sa volonté de "réformer l'Union européenne". S'il obtient satisfaction, le Premier ministre britannique défendra le maintien du Royaume-Uni dans l'Union, lors de la campagne pour le référendum qu'il organisera avant fin 2017. Il présentera officiellement son projet aux chefs d'Etat et de gouvernement, lors du dîner du Conseil européen, jeudi soir, à Bruxelles.

1 Quelles demandes britanniques sont, a priori, acceptables? Le ministre des Affaires étrangères Philip

Hammond veut "rendre l'UE plus compétitive, plus tournée vers l'extérieur, plus

concernée par le moyen de nous maintenir au sein de l'économie mondiale, être sûr que toute l'UE peut créer des emplois, la croissance économique et la prospérité dont nous avons besoin." Exactement ce que souhaite le patronat. Les lois du travail sont aussi dans leur ligne de mire car, selon Londres, elles ralentissent la production, augmentent les coûts et limitent l'accroissement des marges.

Par ailleurs, le Royaume-Uni réclame "des changements structurels" pour que les pays non-membres de la zone euro - dont, le Royaume-Uni, of course - soient traités "justement" et "que les pays de la zone euro ne puissent pas faire peu de cas de nos intérêts", a souligné Philipp Hammond. Londres redoute d'être constamment mis en minorité. David Cameron veut modifier les majorités requises lors des votes selon le sujet concerné. Par exemple sur la législation financière, qui affecte la City.

2 Les demandes complexes. Les Britanniques ne s'en sont jamais ca-

chés: ils soutiennent l'UE en tant que projet économique, pas politique. L'idée d'une "Union toujours plus étroite", inscrite en préambule des traités, n'est pas leur tasse de thé. Le président français Hollande s'est montré compréhensif. "Nous pouvons comprendre nos positions respectives. Donc nous devons concevoir une Europe à plusieurs vitesses, dans le respect de tous les pays", avait-il indiqué l'an dernier à David Cameron. Reste à voir la forme que prendrait cette Europe à deux vitesses. De plus certains Etats membres ne veulent pas ouvrir ce débat.

3 Les voix sans issue.

M. Cameron veut sérieusement limiter l'accès des Européens aux prestations sociales britanniques. Vise-t-il tous les immigrés européens ou seulement ceux sans emploi? S'il se confirme qu'il englobe tous les étrangers dans le même sac, cela remettrait en cause la liberté de circulation des travailleurs. Une ligne rouge pour la totalité des membres de l'UE.

"Faut-il s'attendre à beaucoup de substance et de précision (de la part de M. Cameron)? Je ne crois pas", prédit un diplomate d'un Etat membre. "C'est un problème. Que négocier s'il n'a pas de demande

précise? Quel processus met-on en place dans les mois à venir sachant que la substance détermine le processus?" Le Premier ministre britannique est pris entre deux feux. Il doit obtenir des concessions de ses partenaires européens qui satisfassent les exigences des eurosceptiques de son parti conservateur. Sous peine que ces derniers fassent campagne pour le Brexit...

La Commission européenne va créer une unité chargée des questions stratégiques liées au référendum. Elle sera dirigée par le Britannique Jonathan Faull.

Le drôle de jeu de Budapest

Viktor Orban aurait voulu fâcher ses partenaires européens qu'il ne s'y serait pas pris autrement. L'annonce par le gouvernement hongrois, mardi soir, de sa volonté de suspendre temporairement le règlement dit de "Dublin" n'a en effet pas manqué de faire grincer des dents à Bruxelles et dans plusieurs capitales. En vertu de ce texte clef de la politique communautaire, l'Etat membre chargé de gérer le dossier d'un demandeur d'asile est celui par lequel ce migrant est entré sur le territoire européen. Une disposition qui ne va pas sans poser problème aux pays qui se trouvent en première ligne face aux flux migratoires. L'Italie et la Grèce, bien sûr, mais également la Hongrie qui se trouve confrontée au même phénomène depuis le début de cette année. Entre janvier et mai, le nombre d'exilés – issus pour l'essentiel d'Afghanistan, d'Irak et de Syrie – empruntant cette route dite "des Balkans occidentaux" a véritablement explosé.

La suspension du règlement de Dublin empêcherait un Etat membre voisin – l'Autriche est plus particulièrement visée – de renvoyer vers la Hongrie des demandeurs d'asile entrés en Europe via ce pays.

Rétropédalage

Cette annonce a provoqué la colère de Vienne qui a convoqué l'ambassadeur hongrois, tandis que la Commission européenne demandait des comptes à Buda-

pest. *"Cette attitude remet en cause l'acquis communautaire et mérite à tout le moins une procédure d'infraction"*, grogne un diplomate européen. *"La Hongrie fait face à de réelles difficultés, mais cela ne justifie pas de ne pas respecter les règles"*, ajoute un de ses collègues, redoutant que ce genre de comportement ne mène à terme à un détricotage des principes de libre circulation coulés dans l'accord de Schengen.

Face à cette levée de boucliers, le ministre hongrois des Affaires étrangères, Peter Szijjarto, a assuré mercredi que cette suspension du règlement européen n'était finalement pas à l'ordre du jour, mais que son pays demandait à ses voisins de faire preuve *"de patience et de solidarité"*, le temps pour la Hongrie d'augmenter ses capacités d'accueil de ces migrants.

En manœuvrant de la sorte, Budapest a visiblement voulu rappeler à l'Union que l'attention nouvellement portée à la question migratoire ne devait pas se focaliser sur la seule Méditerranée; la Hongrie n'ayant jusqu'ici pas bénéficié des mêmes mesures de soutien que la Grèce et l'Italie. Ce pays reproche également à d'autres Etats membres de vouloir lui "refiler" des demandeurs d'asile qui seraient en réalité entrés en Europe via la Grèce. Si ces récriminations ne sont pas dénuées de fondements, il n'est pas certain que la manière bien peu diplomatique de les exprimer s'avère payante.

G.T.